

RECOMMANDATIONS POUR LA COP20 C-LIMA-T !

A l'attention de nos élus et décideurs politiques belges, fédéraux et régionaux,

A la veille de la 20^{ème} conférence climat à Lima, la Plateforme Justice Climatique, qui réunit les trois grandes familles de la société civile (organisations environnementales, syndicats et mouvements Nord-Sud) vous présente ses recommandations.

Le Groupe intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat (GIEC) a publié son cinquième rapport de synthèse et les recommandations à l'intention des décideurs sont univoques : elles vous invitent à **agir maintenant, par tous les moyens, pour limiter le réchauffement et ses effets dévastateurs**. Les pays développés doivent réduire les émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% à l'horizon 2050 et l'économie mondiale doit être réorientée vers une société bas-carbone.

Un accord mondial pour le climat doit être signé à Paris, en décembre 2015. C'est une échéance importante qui approche et la Conférence des Parties de Lima se présente comme l'ultime grande étape pour définir les balises de l'accord de 2015.

Aussi, nous vous demandons de vous engager à :

1. **Œuvrer à un accord mondial pour le climat, équitable et contraignant**

- Poursuivre l'action de la Belgique sur le débat international sur l'équité ;
- Plaider pour que la période de mise en œuvre du nouvel accord international soit de 5 ans (2020-2025) et révisable régulièrement ;
- Pousser l'UE à respecter les échéances internationales (annonce des *Intended Nationally Determined Contributions* (iNDCs) au plus tard fin du premier semestre 2015, y compris les financements climat et l'adaptation) et assurer une évaluation des iNDC's durant l'année 2015; prendre en compte les critères d'équité parmi les informations obligatoires et inciter les pays à exposer en quoi leurs objectifs sont une contribution équitable ;

2. **Des objectifs de réduction d'émissions ambitieux et une véritable transition juste**

- Aller au-delà des engagements du "Paquet Energie Climat 2030" définis au dernier conseil Européen (au moins 40 % de réduction des émissions domestiques, 27 % d'énergies renouvelables et 27 % d'économies d'énergie) et s'engager pour atteindre 30 % de réductions en 2020;
- Investir dans les énergies renouvelables et la création d'emplois verts et décents ;
- Investir dans les économies d'énergie et l'efficacité énergétique ;
- Inscrire la transition juste dans les accords de Lima et Paris ;

3. **Des financements climat à hauteur des engagements belges**

- La Belgique doit confirmer ses engagements 2013 et déboursier les montants promis au Fonds pour l'Adaptation ;
- annoncer un engagement chiffré pour 2014, idéalement en faveur du Fonds vert pour le climat, de minimum 50 millions EUR ;
- annoncer sa contribution pour la période 2015-2020, contribution croissante d'année en année, partant d'un minimum de 50 millions d'euros annuels.

1. Œuvrer à un accord mondial pour le climat, équitable et contraignant

Le respect des engagements en termes d'atténuation du réchauffement et en termes financiers est vu par les pays en développement comme un test aux résultats irréfutables de la volonté des pays développés de faire face au réchauffement. Les deux types d'engagements sont donc cruciaux pour reconsolider la confiance, qui est nécessaire pour la conclusion de l'accord mondial pour le climat.

Au cœur des débats, la question de l'équité et de la juste contribution de chaque partie dans les efforts communs pour limiter la hausse de la température de notre atmosphère à maximum 2°C. Clarifier cette question éminemment complexe est indispensable si l'on veut que tous, des petits pays les moins développés aux grands émetteurs, acceptent de s'engager dans un régime international contraignant.

Ces dernières années, notre pays s'est illustré à la pointe de ce débat essentiel, grâce à une collaboration efficace de notre administration fédérale avec la Suède, un travail salué tant par les Etats que par la société civile européenne et internationale. Notre pays doit poursuivre son action en faveur d'une clarification internationale de la question de l'équité.

Tous les pays sont appelés à communiquer les objectifs qu'ils souhaitent inscrire dans le futur accord mondial (*Intended Nationally Determined Contributions*, iNDC's) bien avant la conférence de Paris, au plus tard fin du premier semestre 2015¹. A Lima, décision devra être prise sur les informations qui devront obligatoirement figurer dans les iNDC's.

La Belgique doit plaider pour que : l'UE respecte les échéances internationales, les financements climat et l'adaptation soient mentionnés dans les contributions nationales sans amoindrir les engagements pour l'atténuation, ait lieu une évaluation des iNDC's durant l'année 2015 de manière à ce que le niveau d'ambition puisse être relevé, soient pris en compte les critères d'équité parmi les informations obligatoires (et que les pays soient obligés d'exposer en quoi leurs objectifs sont une contribution équitable à la lutte contre le réchauffement). La Belgique doit également plaider pour que la période de mise en œuvre du nouvel accord international soit de 5 ans (2020-2025) et soit révisable régulièrement afin de réajuster la trajectoire face aux effets des changements climatiques.

Il n'y aura pas d'accord mondial pour le climat sans équité dans les engagements, sans réductions d'émissions à la hauteur des enjeux, sans financement climat, sans décision de convertir nos économies fossiles en un modèle propre et innovant, au bénéfice de tous.

¹ Les pays développés, ainsi que les pays en développement qui ont des capacités et des responsabilités similaires, doivent montrer l'exemple et présenter leur INDC bien avant mars 2015. Tous les autres pays en développement devraient remettre leur INDC au plus tard en mai 2015, de manière à permettre une analyse ex-ante significative pour assurer que les ambitions consolidées soient alignées avec les trajectoires permettant de rester bien en dessous des 2°C. Ces deadlines devraient être clairement inscrites dans les décisions de Lima.

2. Des objectifs de réduction d'émissions ambitieux et une véritable transition juste

La première manière d'agir pour limiter le réchauffement est de convertir notre modèle de société en une véritable société bas-carbone. La transition doit être juste, orientée vers le bien-être social et un fonctionnement économique de notre société plus rationnel non financièrement, mais sur le plan environnemental.

Il faut commencer par réduire nos émissions chez nous, sur notre territoire, en recourant le moins possible aux mécanismes de flexibilité.

Le rapport du GIEC montre de façon convaincante qu'une action climatique directe est indispensable. Les rapports du Programme des Nations Unies pour l'Environnement et du Climate Action Tracker montrent que les engagements pris jusqu'ici, en particulier par les pays développés, ne sont pas en ligne avec la trajectoire nécessaire. Le nouveau paquet énergie-climat 2030 est bien en deçà de ce que signifierait une contribution équitable de l'Union européenne.

Le dernier rapport du GIEC préconise de comptabiliser le budget carbone cumulé, à savoir, pour rester dans la limite des 2°C, un maximum de 1010 gigatonnes de CO₂ pour la période 2011 à 2100, avec un objectif de 0 émission à l'horizon 2100. Nous en sommes très loin : ce sont annuellement 36 gigatonnes qui sont émises, soit 3 fois plus que ce qui serait autorisé en regard du scénario suggéré par le GIEC. Les émissions mondiales doivent donc drastiquement diminuer.

La Belgique doit donc prévoir un partage rapide et ambitieux des objectifs énergétiques et climatiques belges entre les différentes entités (effort sharing). L'Agence européenne de l'environnement a montré, à plusieurs reprises, que la Belgique risque de ne pas atteindre ses objectifs de réduction des émissions de CO₂ pour le secteur non ETS (-15% d'ici 2020) et non plus son objectif d'énergie renouvelable (13% d'ici 2020) : notre pays est, sur ce point, un des mauvais élèves européens.

La Belgique doit aussi défendre la nécessité d'atteindre les 30% de réductions d'émissions d'ici 2020. Au niveau belge comme au niveau international, l'emploi est une priorité de nos gouvernements. Cependant, il est illusoire de penser que l'on pourra créer des emplois sur une planète morte. Au contraire, l'action climatique et l'investissement dans les secteurs stratégiques durables permettent de créer des emplois verts et décents, un des piliers de la Transition Juste auxquels les Etats se sont engagés lors de la conférence de Durban et qu'ils doivent maintenant concrétiser à Lima et intégrer dans l'accord de Paris.

L'arrêt progressif du soutien aux énergies fossiles de tous types doit être une priorité pour nos Etats, en tenant compte des compensations sociales nécessaires pour les secteurs qui en souffriraient. La Belgique doit plaider pour un suivi international, de telle sorte que tous les pays industrialisés prennent un engagement similaire d'ici la conférence climat de Paris fin 2015 (COP21). L'Agence internationale de l'énergie préconise de maintenir 80% des énergies fossiles dans le sol afin de contenir le réchauffement de l'atmosphère et de respecter la limite des 2°C.

Très concrètement, un paragraphe sur la transition juste devrait être inscrit dans le texte (ADP – Durban Platform for Enhanced Action), de manière à « assurer que les parties promeuvent les opportunités de travail décent des sociétés bas-carbone et les stratégies visant à assurer la transition juste pour les travailleurs, contribuant à les protéger, renforcer le dialogue social, assurer le respect de leurs droits, développer de nouveaux secteurs et promouvoir le développement durable et la prospérité »².

3. Des financements climat à hauteur des engagements belges

Des financements climat prévisibles et de qualité sont indispensables pour aider les pays en développement, souvent les plus vulnérables et disposant de peu de moyens pour renforcer leurs infrastructures, à faire face aux aléas du climat. Les critères de qualité qui doivent être gardés à l'esprit³ : les financements seront nouveaux et additionnels (sous-entendu en sus des 0,7% du PNB dédié à l'aide au développement), donnés et non prêtés, dont la répartition est équilibrée entre l'adaptation et l'atténuation.

La Belgique doit honorer ses promesses et engagements internationaux : elle s'était engagée à 50 millions EUR annuels pour la période 2010-2012 (promesse non tenue), montant qui doit être augmenté d'année en année pour contribuer à l'objectif international des 100 milliards de dollars annuels.

La Belgique doit donc d'abord confirmer ses engagements 2013 (la contribution ne s'élevant qu'à 3,25 millions d'euros) en faveur du Fonds pour l'Adaptation ; annoncer un engagement chiffré pour 2014, idéalement en faveur du Fonds vert pour le climat; et annoncer sa contribution croissante d'année en année pour la période 2015-2020, partant de minimum 50 millions d'euros annuels.

Le Fonds vert pour le climat est actuellement opérationnel et nécessite des financements, tant pour son fonctionnement structurel que pour le financement des premiers projets. L'objectif avancé par Ban Ki-Moon est de réunir 10 à 15 milliards de dollars pour le Fonds vert pour le climat d'ici la conférence de Lima, et déjà lors de la conférence spéciale qui se tiendrait à Berlin les 19 et 20 novembre.

Par ailleurs, il est nécessaire d'aboutir à un accord de principe international pour que le Fonds vert pour le climat et les banques publiques n'engagent des financements publics en faveur d'investissements liés de près ou de loin aux énergies fossiles.

La Belgique a une responsabilité à jouer sur la scène européenne et internationale pour contribuer à la conclusion du futur accord mondial pour le climat. Elle ne doit pas négliger la conférence de Lima, qui s'annonce comme une étape cruciale. Une rupture de confiance à Lima rendrait extrêmement complexe l'aboutissement à un accord à Paris.

² Voir position de la CSI : http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/cop20_ituccontribution_en.pdf

³ Conformément à l'Accord de Copenhague, article 8.

La Plateforme Justice Climatique est une plateforme politique fédérale belge coordonnée par le CNCN-11.11.11 et son homologue flamand 11.11.11 et formée de ADG, Association21, Bond Beter Leefmilieu (BBL), Broederlijke Delen, CADTM, CSC-ACV, CGSLB-ACLVB, Entraide et Fraternité, FGTB-ABVV, FSTM, Greenpeace, Inter-environnement Wallonie (IEW), Climate express, Médecine Pour le Tiers Monde, Oxfam-Solidarité, Oxfam Magasins du monde, Oxfam-Wereldwinkels, PROTOS, SLCD, SOS FAIM, Tourisme Autrement, Vredeseilanden et le WWF.

Nous étions de ceux qui, à Varsovie, n'ont pas hésité à quitter l'enceinte des négociations pour montrer notre désaccord avec l'évolution des discussions.
Nous étions de ceux qui ont promis de revenir, #volveremos.

#Volveremos – déclaration Juin 2014

We are people who participated in the walk out of the Warsaw Climate Conference and those who supported and united with its call for more serious climate action. We have come together to reiterate to all 'leaders' participating in the UN climate negotiations that they are dangerously off track in addressing the climate emergency. We call upon them to listen to the demands and solutions of people.

The walk out was an act of protest and indignation over governments' continued failure to take decisive and swift action against the biggest threat to both people and the planet, and an act of condemnation of continued domination and sabotage of the international climate talks by powerful corporate interests.

In the face of massive destruction, displacement and loss of lives caused by current levels of global warming and the certainty of much worse impacts in the near future, governments continue to choose to act in the interests of a wealthy few, and collude with big business to defend unsustainable consumption and production models ahead of the urgent need for a sustainable, ecological, and just world.

We are more determined than ever to fight for the survival of our families, our communities and our peoples across the world – a survival that rests on nothing less than the fundamental transformation of a system that has generated massive impoverishment, injustices and a climate crisis that threatens all life on earth. People are waging this fight in various arenas in every corner of the globe, over every dimension of their lives – food, energy, health and security, jobs and livelihoods.

People are mobilizing everywhere and taking to the streets in bigger numbers and increasing intensity to stand up to vested interests and fight for their future and those of the next generations. People driven solutions, compatible with planetary limits are being created and asserted at local, national and global levels – aimed at meeting the needs of people rather than the relentless pursuit of profits for big business and wealthy elites.

We are back, far more strengthened in giving voice to those who are already acting with the urgency needed to avoid the worst impacts of climate change - the huge majority of civil society around the world that you, ministers, represent and can not ignore any longer.

In the coming weeks and months, towards and during the Social COP in Venezuela, the People's Summit and the COP20 in Peru, and the COP 21 in France, we will be fighting harder than ever for governments to:

- Commit to a global goal of limiting warming that recognizes the latest IPCC's warnings on the threats of tipping points, and to the right to food and food sovereignty, recalling that science suggests that 1.5C of warming would be too much for many vulnerable peoples and countries.
- Deliver a swift global transformation away from the use of dirty fossil fuel and destructive energy systems driving the crisis, towards a carbon-free and renewable energy economy that, primarily amongst others, is decentralized, community controlled, affordable, accessible to all people for their basic needs and well-being;
- Urgently scale up targets for emissions cuts in the pre-2020 period, and set emission targets comparable to the scale of the emergency for 2020-2025;
- Ensure equitable and fair sharing of efforts among all countries based on their historical responsibility, their capacities, and the urgency of the crisis
- Enable people to deal with climate impacts by protecting the rights of peoples and communities, building resilience, addressing loss and damage, and ensuring a just transition to climate resilient, low carbon, equitable and democratic economy and society.
- Define and commit to concrete targets for the transfer of finance and technology to make global transformation possible
- Reject the damaging influence of corporate interests on climate policy and prevent their promotion of false solutions as the global response to the climate crisis